

d'un ministère, de sorte que ladite corporation puisse servir le peuple canadien en accentuant l'indépendance du Canada et en planifiant et développant l'industrialisation régionale et économique.

Nous croyons que l'objet de la CDC devrait être de mobiliser des fonds et de les diriger vers des investissements de nature à servir l'intérêt du public canadien en général et de recueillir les sommes nécessaires au moyen de la vente d'obligations sur le marché, en exigeant de toutes institutions financières qu'elles affectent au développement national une partie des épargnes de la population canadienne. Quand le ministre des Finances trouve à redire à notre position, il oublie que le gouvernement a déjà adopté une position analogue en ce qui concerne les banques à charte. Quinze p. 100 des dépôts des banques à charte sont déjà sous le contrôle du gouvernement, que ce soit par le truchement de prêts destinés aux améliorations agricoles, de fonds gouvernementaux ou de prêts consentis aux étudiants. Dans ces conditions, toutes les institutions financières de notre pays ne devraient-elles pas être tenues de servir d'une certaine manière à la réalisation des priorités et des objectifs nationaux des Canadiens? Nous pensons que l'on devrait attribuer à la CDC en tant que capital tous les fonds affectés aux différents programmes de subventions à l'industrie, et aux divers programmes de défense, de recherches et de développement.

Le gouvernement ne semble pas hésiter à appliquer un peu de socialisme à l'industrie privée. Le gouvernement ne se fait point scrupule de donner de l'argent à l'industrie. Ce n'est pas cela du socialisme. Mais quand nous parlons de prendre cet argent et de le répartir par l'intermédiaire de la Corporation de développement du Canada, cela devient du socialisme parce que les Canadiens pourraient en profiter plus directement. Il y a des occasions où il est judicieux de donner de l'argent à l'industrie sous forme de prêts ordinaires ou même de prêts à fonds perdu.

Le problème en ce moment c'est que nous n'avons pas le choix quant au parti à prendre ou, tout au moins, on ne nous a pas permis de choisir. Nous ne pouvons pas décider s'il serait préférable ou non d'établir une société de la Couronne. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de donner de l'argent et d'espérer que par ce moyen nous pourrions orienter dans une certaine mesure les tendances de l'industrialisation. A mon avis, ce processus est beaucoup trop incertain et beaucoup trop injuste pour les contribuables canadiens. Depuis cinq ans, nous avons ainsi octroyé plus de 750 millions de dollars et les résultats, permettez-moi de le dire, ont été négligeables. Bien des provinces s'orientent dans la voie que nous proposons au gouvernement. Nous sommes prêts à aider l'industrie mais nous voulons aussi quelque chose en retour de notre participation. En d'autres termes, nous ne sommes pas prêts à prendre tous les risques sans avoir part aux bénéfices éventuels. Nous partagerons les risques mais nous voulons aussi partager les bénéfices, s'il y en a.

A notre avis, la CDC devrait servir à élargir le secteur public de l'économie lorsque c'est nécessaire pour l'expansion de celle-ci, pour la planification nationale ainsi que pour renforcer l'indépendance du Canada. On y parviendra normalement grâce à la création de sociétés de la Couronne. Mais la CDC peut aussi contracter des accords en vue de l'établissement de consortiums avec des entreprises privées lorsqu'elle en détient ou peut en acquérir

[M. Saltsman.]

le contrôle effectif. Le recours aux sociétés de la Couronne n'est pas nouveau au Canada. Si nous ne le faisons pas maintenant tandis que l'occasion se présente, la possibilité d'en créer une nous sera certainement offerte au cas où le secteur privé ne produirait pas les résultats escomptés.

La CDC devrait toujours fonctionner comme un instrument de la politique du gouvernement et de notre expansion économique et être directement comptable au Parlement par l'entremise d'un ministre. Il est trop facile pour le gouvernement de refuser la responsabilité de la CDC en disant: Cela regarde les investisseurs privés, nous n'avons rien à y faire, nous avons mis la société sur pied et elle doit maintenant se débrouiller seule. Le gouvernement fuit ses responsabilités en omettant de planifier et d'expliquer ce que fait la corporation. Nous croyons que la CDC devrait être un instrument de la planification nationale du gouvernement et qu'elle devrait rendre compte au peuple canadien représenté par le Parlement; ses décisions devraient être soumises à l'examen de la Chambre.

A notre avis, la CDC devrait participer aux politiques de développement régional, de concert avec les organismes provinciaux, afin que chaque région du Canada qui est capable de soutenir un développement durable contribue activement à bâtir l'avenir industriel du pays. Nous estimons que la CDC devrait financer et mettre au point de nouveaux programmes de recherche scientifique et technologique pour permettre à l'industrie canadienne de se spécialiser davantage et de soutenir la concurrence des marchés mondiaux.

Tous les rapports indiquent que nous n'avons pas pleinement utilisé les fonds affectés aux entreprises scientifiques du pays. Et, selon moi, voici pourquoi. D'abord, nous n'avons pas compris ce que devraient être nos priorités et, deuxièmement, nos efforts ont été dispersés et inefficaces. La création de la CDC nous fournit l'occasion d'intensifier la recherche scientifique dans des domaines d'importance primordiale pour le pays. La CDC devrait servir à aider les compagnies et les particuliers à innover pour faire naître des possibilités d'ordre économique et s'assurer que les Canadiens en profitent.

Bien sûr, tout cela ferait de la CDC une organisation gigantesque. Même le gouvernement a compris qu'il fallait lui donner une ampleur considérable. La CDC que nous envisageons va dépasser celle à laquelle pense le gouvernement. Nous la voyons comme un instrument qui sera utilisé en grande partie pour la réalisation des objectifs nationaux dans une ère de corporations internationales géantes. La seule façon dont nous pouvons, ici au Canada, contre leur influence sur notre économie est de leur faire concurrence en créant nous-mêmes une grande entreprise. Dans une société moderne, ce genre de société présente d'énormes avantages. Elle poursuit ses propres recherches, se finance elle-même, et s'occupe de sa propre commercialisation. L'une des principales lacunes du régime canadien, c'est l'absence totale d'un grand organisme de commercialisation. Voilà les services dont nous devrions disposer, et ils devraient fonctionner selon les instructions du gouvernement.

Mieux vaut laisser au secteur privé le soin de réaliser des bénéfices. Laissons-lui ces choses qui ne sont pas d'urgence nationale. Qu'il s'occupe des choses plus frivoles; qu'il fournisse les frivolités.